



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 FEV. 2022**

portant prescriptions complémentaires à la société Chaux de Wasselonne  
pour l'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de Wasselonne

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et l'article R. 181-45 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 autorisant la société Chaux de Wasselonne à exploiter une carrière située à Wasselonne ;
- VU le rapport Antea n° 105657/version A de juillet 2020 ;
- VU le rapport du 31 janvier 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 stipule que « la zone périphérique mentionnée à l'article 14 [...] de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ne doit être « exploitée » ; que l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dispose que « les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques » ; que cette distance n'est pas respectée dans un secteur le long de la limite nord de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 stipule que « la hauteur maximale de chaque front d'exploitation est limitée à cinq mètres » ; que cette hauteur n'est pas respectée au droit d'un front d'exploitation situé à l'est des pâturages et dont l'extraction est prévue en phase 3 d'exploitation en 2026 – 2030 ; que ce front d'exploitation est situé à plusieurs dizaines de mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ;

CONSIDÉRANT que la société Chaux de Wasselonne a fait réaliser un diagnostic géotechnique (rapport Antea) de stabilité des fronts ; que l'étude a démontré que la stabilité générale des fronts d'exploitation susvisés peut être considérée comme bonne et qu'aucune instabilité majeure n'a été rencontrée ; que l'étude recommande notamment la réalisation de visite de sécurité afin de vérifier une éventuelle évolution des fronts de taille et leur stabilité ;

CONSIDÉRANT que l'article 14.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 dispose que « Le préfet peut, sur proposition de l'inspection des installations classées [...] atténuer ou renforcer les obligations résultant des articles 14.1 et 14.2 ci-dessus » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société Chaux de Wasselonne et qu'elle n'avait pas d'observation (courriel du 3 février 2022) ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire**

La société Chaux de Wasselonne, RCS Saverne B 479 024 994, dont le siège social est situé 38, rue de Hohengoeft – 67 310 Wasselonne, ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation des installations de la carrière situées lieu-dit « Galgen » à Wasselonne.

### **Article 2 : Modification des prescriptions**

#### **2.1 – Distance de recul**

Les dispositions du premier alinéa de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2016 susvisé sont supprimées et remplacées par :

*« Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.*

*Le long de la limite nord de la carrière, dans la zone où la distance de recul est inférieure à la distance précitée, le bord de l'excavation est maintenu tel que représenté sur le plan d'exploitation du 1<sup>er</sup> juin 2021 établi par le cabinet de géomètres experts Roth-Simler.*

*L'exploitant ne met aucune installation classée liée à l'exploitation de la carrière dans la limite des 10 mètres comptés à partir des limites du périmètre de l'autorisation. ».*

### **Article 3 : Prescriptions complémentaires**

#### **3.1 – Sécurité des fronts d'exploitation – Signalisation**

L'exploitant met en place une signalisation adaptée afin de signaler le danger et de délimiter la zone où la hauteur maximale du front d'exploitation n'est pas respectée.

#### **3.2 – Sécurité des fronts d'exploitation – Surveillance périodique réalisée par l'exploitant**

Tout indice de mouvement de blocs rocheux ou d'ouverture de fissures doit conduire à des mesures immédiates, notamment à la réalisation d'une inspection détaillée par un spécialiste afin de décider des mesures à prendre. Le cas échéant, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées les travaux à réaliser et présente un échéancier.

Pour cela, l'exploitant assure :

- une surveillance trimestrielle du front d'exploitation dans la zone où la distance de recul est inférieure à la distance précitée à l'article 2.1 du présent arrêté ;
- une surveillance trimestrielle du front d'exploitation dont la hauteur maximale n'est pas respectée, jusqu'à sa mise en conformité.

Une purge des éléments en pied de front est réalisée au besoin.

Les opérations sont consignées dans un registre.

### **3.3 – Sécurité des fronts d'exploitation – Suivi géotechnique**

Un suivi géotechnique est organisé pour vérifier une éventuelle évolution des fronts de taille et leur stabilité.

Pour le front d'exploitation concerné par le non-respect de la distance de recul, il est bisannuel jusqu'au début de la phase 3 d'exploitation (soit jusqu'en 2026), puis quinquennal jusqu'à la fin de l'autorisation d'exploiter.

Pour le front d'exploitation concerné par le non-respect de la hauteur maximale, il est bisannuel jusqu'à sa mise en conformité.

En cas d'instabilité majeure mise en évidence, l'exploitant informe l'Inspection des installations classées de la situation, des travaux à réaliser et présente un échéancier.

### **Article 4 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'Environnement.

### **Article 5 : Publicité et informations des tiers**

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

### **Article 7 : Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société Chaux de Wasselonne,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- au maire de Wasselonne.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
La Secrétaire Générale adjointe

Hélène MONTELLY

